

Adnan Kassar

L'empreinte d'un président

Nayla Abi Karam

Est-il encore nécessaire de présenter Adnan Kassar ? Peut-être que si, en fin de compte, car le marathonien qu'il est – l'entrepreneur, le chef d'entreprise et le banquier – résume à lui seul 50 ans de l'initiative privée au Liban.

Président de la Fédération libanaise des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, CCIAL, il est depuis plus d'un quart de siècle aux premiers rangs de la vie économique-publique du pays. Figure arabe d'envergure mondiale, Kofi Annan, Romano Prodi, Fidel Castro... et autres grands de ce monde comptent parmi ses amis.

Près de 73 ans et la vitalité intacte d'un homme de passion et de vision. Derrière des apparences affables, une personnalité résolue, avisée, en qui la pénétration d'esprit s'allie à un scepticisme bienveillant, jusqu'à preuve du contraire, à l'égard des êtres et des choses.

Grand travailleur, même les dimanches, un jour à Bucarest, le lendemain à Montréal, ce bâtisseur sans frontières n'en est pas moins empreint d'humour. Et de modestie, cette modestie qui sied à ceux n'ayant pas besoin de forcer sur le paraître pour exister, détectant, d'instinct, les fausses valeurs.

D'une famille bourgeoise, sunnite de Beyrouth, au service de la Fonction publique depuis des générations, Adnan Kassar fait ses classes à Jamhour avant d'opter pour une formation juridique sous l'influence de son père Wafic Kassar. Personnalité à l'itinéraire exemplaire, celui-ci est pour son fils un modèle de probité et d'érudition.

Magistrat sous le mandat français, président du Conseil d'État du Liban indépendant, fondateur et premier doyen de la faculté de droit de l'Université libanaise, le juge Kassar inculque à Adnan et à son frère cadet Adel, tant son culte pour le respect de la loi que sa passion pour le savoir. Mais ne réussit pas à les convaincre d'entrer dans la Fonction publique ni d'embrasser la carrière diplomatique.

Sa licence en droit de l'Université Saint-Joseph en poche, Adnan est plutôt tenté de suivre la voie de son oncle maternel Chafic Diab, grand commerçant et l'un des premiers importateurs d'électroménagers dans le pays. Jeune, fonceur, déjà, il met à bon escient son sens de l'initiative et de l'aventure, et ses qualités de "bosseur". Occupé les avant-midi à ses cours de droit, il consacre ses après-midi à son premier job : l'import-export, n'hésitant pas à démarcher les commerçants, catalogues en main. Pourvu des 4 000 livres libanaises – coquette somme pour l'époque – avancées par son père, il ouvre son premier bureau rue Maarad, dans un immeuble propriété de son grand-père.

Démarrant son négoce, il ne tarde pas à faire tripler son capital de départ. C'est qu'il a déjà le flair des affaires. Plus le concours bienveillant de la Providence. Au début des années 50, son père, démissionnaire du Conseil d'État, rejoint le corps diplomatique.

PRÉCURSEUR, PAR VOCATION

Lorsque son père est nommé ambassadeur au Pakistan, il n'a que 22 ans. Et, dit-il, «tous les hommes d'affaires que je côtoyais étaient beaucoup plus âgés que moi». Homme de communication, Adnan Kassar saisit tôt l'importance de tisser des liens avec les êtres, aussi différents soient-ils.

Curieux de nouveaux horizons, il détecte les lieux encore vierges où il est opportun d'investir. Depuis Karachi, il établit un pont avec Beyrouth pour importer du coton au Liban, le filer aux usines Esseily et Arida avant de le réexporter au Pakistan, moyennant une commission de 2 % qu'il empêche : 1 % sur le



En juin 2000, Adnan Kassar reçoit le prestigieux prix Crans Montana Foundation, pour ses actions en faveur de la coopération internationale et la paix.

coton importé et 1 % sur le fil. Cela fait fonctionner des usines, crée des emplois... et marche si bien qu'il fonde sitôt sa compagnie "The Middle East Cotton". Son père muté en Turquie, il continue à se rendre régulièrement dans la capitale pakistanaise où il est, en 1954, introduit par son associé pakistanais auprès d'investisseurs chinois.

«La Chine m'intéressait infiniment, explique le président. L'ancien céleste empire était alors pratiquement ignoré de tout le monde, et je me suis dit c'est le moment d'y aller». Les difficultés que connaît la Chine à importer du coton, suite au blocus imposé à l'époque par la guerre de Corée, lui offre de bonnes perspectives. Aussi rafle-t-il des contrats fort rentables pour fournir à la Chine des milliers de tonnes de coton qu'il achète d'abord en Syrie, puis en Turquie, au gré des circonstances.

Premier Libanais à commercer avec le vieil empire, tant Hong Kong que Beijing, il est, de fait, l'initiateur des relations économiques entre les deux pays, institutionnalisées plus tard par des accords bilatéraux. Jusqu'à la



En compagnie de son épouse Raïda, sa fille unique Roula, son mari Walid Daouk et leurs enfants.

décennie 80, ses liens commerciaux avec la Chine vont représenter près de 80 % de son chiffre d'affaires.

«Je suis, affirme-t-il, profondément libéral, de par mon éducation, mon tempérament et mes convictions». Raison pour laquelle justement le communisme et «son rideau de fer» ne l'impressionnent pas. Les Roumanie, Slovaquie et autres républiques de l'ex-bloc soviétique feront partie, au fil du temps, de sa feuille de route.

LE GARDIEN DU TEMPLE

Élu d'abord membre puis secrétaire général de l'Association des commerçants de Beyrouth, il est l'une des figures de proue de l'opposition qui réclame le retrait par le gouvernement du décret numéroté 143 (pris par Élias Saba) taxant une liste considérable de produits, et finit par obtenir gain de cause.

Ainsi démarre l'ascension publique d'Adnan Kassar. Aussi remporte-t-il, face à Rafic Ghandour occupant la fonction depuis plus de 30 ans, les élec-

tions de 1972 à la présidence de la CCI de Beyrouth. Pourfendeur des fanatismes de tout genre, il réussit alors le tour de force de sauvegarder l'unité de l'institution entrepreneuriale tout au long des années de guerre. Et n'hésite pas, dans une tentative de pacification, à traverser la ligne de démarcation aux côtés du père Youssef Mouannès et d'autres figures symboliques du dialogue islamo-chrétien.

De 1972 à ce jour, sa vie se confond avec les avancées de la Chambre de Beyrouth. Incontournable leader du secteur privé, il s'active à réunir les quatre CCIA du Liban, sous l'égide d'une fédération qu'il préside également.

Militant pour la création d'une zone

arabe de libre-échange, préalable à un marché commun, il est alors élu président de l'Union générale des CCIA des pays arabes, dont il est actuellement le vice-président permanent.

Devenu président du Comité libanais de la Chambre de commerce internationale, la CCI, dont il a été lors du congrès de Rio de Janeiro en 1973 le fondateur principal, il lui fait faire le tour du monde pour consacrer une présence

internationale du Liban. Même les pires circonstances de la guerre ne l'empêchent pas de conduire les délégations nationales aux congrès de la CCI à Madrid, Orlando, Manille, Stockholm, New Delhi, Hambourg, Cancun, Shanghai, Budapest et Denver...

Ayant des vues sur le secteur bancaire, il liquide petit à petit ses affaires commerciales. Et conduit, en 1980, avec son frère Adel, un groupe d'hommes d'affaires qui rachète la participation d'Indosuez dans la Fransabank, présente au Liban depuis 1921.

Inséparables associés, les frères Kassar totalisent aujourd'hui ensemble 72 % des actions de la Fransabank. Se fixant pour objectif d'en faire une banque parmi les premières, Adnan Kassar a mis en place une stratégie axée, d'une part, sur l'ouverture du capital, notamment au Crédit Agricole/France, à la DEG allemande et à la PISS du Koweït et, d'autre part, sur l'internationalisation passant

par son implantation à Paris, Cuba, Hong Kong et au Congo. Insufflant à l'institution une ferme volonté de croissance, il la mène

à l'universalité. Ainsi naissent successivement des filiales : foncière, informatique, de leasing, de banque-assurance, de banque d'investissement et de private banking.

Désigné pour deux mandats successifs de 1989 à 1996 à la tête du Bureau international des Chambres de commerce, il est élu en 1996 en Turquie vice-président de la CCI avant d'accéder à sa présidence en 1999. Premier Arabe à occuper ce poste, 14 nouveaux comités nationaux de la CCI sont formés au cours de son mandat. Aussi, instaure-t-il un véritable partenariat avec les Nations unies sous la direction du secrétaire général, Kofi Annan, pour défendre les valeurs partagées.

S'activant en faveur de «la paix et la stabilité, conditions préliminaires, écrit-il, au développement et à la prospérité», il cherche à enclencher une responsabilisation commune quant aux besoins du secteur privé des pays en voie de développement à l'ère de la mondialisation et conclut, pour la première fois, dans l'histoire de la CCI un memorandum avec la Banque mondiale servant cet objectif.

L'ancien président de la République Amine Gemayel dit à son propos : «Partout où je vais dans le monde, on me parle de Adnan. L'impact de son action lors de sa présidence de la CCI en 1999-2000 fait honneur au Liban».

SANS CONCESSIONS... POLITIQUES

Sollicité à plusieurs reprises dans le passé pour occuper des portefeuilles ministériels, il a, jusque-là, écarté la possibilité d'un passage au politique : «Si j'embrasse une carrière politique, je devrais faire des concessions. Je perdrais alors mon indépendance. Je ne peux m'y résoudre. Je ne peux pas aller contre mes convictions. À n'importe quel prix. Je l'ai payé cher, parce que je me suis fait parfois des ennemis, mais je suis fier d'être ce que je suis».

Et de vilipender la gestion politique actuelle du pays avec son lot quotidien d'improvisation, de corruption, de mécontentement économique et social. C'est que le président a une certaine idée de la grandeur de ce pays... et de ce qu'un homme d'État se doit d'être : «De la trempe d'un Camille Chamoun ou d'un Rachid Karamé».

Passionné de la mer et de la Méditerranée dont il est familier des plus beaux rivages, adepte fervent des parties de chasse aux quatre coins de l'Europe, Adnan Kassar possède une collection de près de 500 œuvres d'art. En attendant qu'il opère, sous l'égide de sa fondation, l'implantation d'un musée dans la capitale libanaise, ses tapisseries, meubles et toiles d'époque donnent vie aux trois étages de la demeure beyrouthine qui l'a vu grandir.

Il finance à présent l'installation à la faculté de droit de l'UL d'une bibliothèque dédiée à la mémoire de son père et portant son nom. Et se promet de se consacrer à la rédaction de son autobiographie.

Un parcours où le repos n'a pas vraiment sa place : «Je me suis beaucoup trop donné, beaucoup trop impliqué dans tout ce que j'ai fait. Mais toujours sans peur, ni reproches». ■